



Cahier des clauses administratives particulières

MARCHE PUBLIC FOURNITURES ET SERVICES

Arrêté du 30 mars 2021

MARCHE N° 24 SCE 035 M

Installation et location de bâtiments modulaires sur le campus des écoles
Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis
Evry-Courcouronnes (91000)

Objet de ce document

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG FCS

Sommaire en un coup d'œil

Partie 1 – Description du marché

Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...

Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?

Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements

Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?

Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations

Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché

Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché

Partie 5 – Les autres clauses

Vous y trouverez les informations obligatoires.

Les dérogations aux CCAG FCS

Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Fournitures et Services

Annexes

Sans objet

Sommaire en détail

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHE	4
1. OBJET DU MARCHE.....	5
2. LA SOUS TRAITANCE	7
3. PIECES CONTRACTUELLES	7
4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION.....	8
4.3 – PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	8
PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ? .	9
5. LE PRIX.....	9
6. REVISION DES PRIX.....	9
7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?	13
8. BESOINS ET CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	13
PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHE.....	15
9. PENALITES	15
10. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE	15
PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES.....	17
11. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	17
12. ASSURANCE	17
13. LANGUE	17
14. LISTE DES PIECES A FOURNIR TOUS LES 12 MOIS	17
PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FCS	18
15. DEROGATION	18

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ

Parties contractantes

L'Institut Mines-Télécom est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, placé sous la tutelle du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé des communications électroniques,

Il jouit d'un rayonnement international dans ses missions de formation, de recherche, et d'innovation dans le domaine des sciences et technologies de l'information et de la communication.

Il est composé d'une Direction Générale et de 7 grandes écoles d'ingénieurs et 1 école de management situées sur l'ensemble du territoire national.

- Direction Générale, située à Palaiseau (91),
- Télécom Paris située à Palaiseau (91),
- **Télécom SudParis située à Evry-Courcouronnes (91),**
- **Institut Mines-Télécom Business School située à Evry-Courcouronnes (91),**
- IMT Atlantique située à Brest (29), Rennes (35) et Nantes (44),
- IMT Mines Alès, située à Alès (30),
- IMT Mines Albi, située à Albi (81),
- IMT Lille-Douai, située à Douai (59) et à Villeneuve-d'Ascq (59),
- Mines Saint Etienne, située à Saint Etienne (12) et Gardanne (13).

La présente consultation concerne les écoles Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis basées sur le même campus à Evry-Courcouronnes au 9, rue Charles Fourier (91000)

Les Différents intervenants

❖ Maître d'ouvrage :

Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis
9, rue Charles Fourier- 91000 Evry-Courcouronnes

Représenté par le service Projets Immobiliers :
Madame Aline **WANECQ** – Responsable Projets Immobiliers
aline.wanecq@imtbs-tsp.eu - Tel: 01.60.76.42.02 – Mob: 06.11.61.33.70
&

Monsieur Fabrice **BOUILLAND-CHAUVEAU** – Coordinateur Travaux Projet Immobiliers
fabrice.bouilland_chauveau@imtbs-tsp.eu - Tel : 01.60.76.47.04 – Mob : 06.84.63.32.64

❖ Maître d'œuvre :

Lemoal & Lemoal architectes
40 Rue du château d'eau
75010 PARIS
et ses cotraitants

❖ Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)

LBE Ingénierie
101 bis avenue Eugène Delacroix – 91210 DRAVEIL

❖ **Contrôle technique :**

Qualiconsult

1 Bis rue du petit Clamart- Bât E – 78140 VELIZY

❖ **CSPS :**

BTP Consultants

1 Place Charles de Gaule – 78180 Montigny le Bretonneux

❖ **Coordinateur SSI :**

ACERSSI

79 Avenue de la cour de France – 91260 Juvisy sur orge

❖ **Le titulaire l'interlocuteur privilégié**

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG FCS, dès la notification du marché le titulaire doit désigner une ou plusieurs personnes physiques pour toute la durée de l'exécution du marché.

➤ **La dénomination du Titulaire**

L'entreprise titulaire du marché est dénommée « le Titulaire ».

➤ **L'interlocuteur privilégié du Titulaire**

Dans les 5 jours de la notification du marché, le Titulaire doit communiquer l'adresse email et le numéro de téléphone de cet interlocuteur. Cette formalité n'est pas nécessaire si le Titulaire a déjà communiqué ces informations dans son offre.

Tout changement de l'interlocuteur doit être préalablement communiqué à l'acheteur.

➤ **L'élection de domicile du Titulaire**

Le Titulaire fait élection de domicile à son siège social pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché.

1. OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Dans le cadre d'une opération de travaux de désamiantage, de rénovation énergétique et de réaménagement du bâtiment d'enseignement « F » situé sur le campus des écoles Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis à Evry-Courcouronnes. (91), il est nécessaire d'installer des locaux temporaires permettant de compenser les salles de cours indisponibles pendant la période des travaux.

Les bâtiments modulaires seront dédiés à l'enseignement. Le détail des besoins est exprimé dans le cahier des charges techniques particulières (CCTP).

Le présent marché a donc pour objet la livraison, l'installation, la mise en service, et la location des bâtiments modulaires ainsi que la dépose des installations et le nettoyage de fin du chantier.

1.2 - Décomposition en lots

Conformément à l'article R.2113-3 et L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloué au motif que l'ensemble des services concernés est considéré comme homogène parce qu'il constitue une unité fonctionnelle au sens de l'article R. 2121-6 du Code de la commande publique.

1.3 – Variantes

Sans objet.

Néanmoins, comme précisé à l'article 2.2.2 du CCTP ; Les candidats pourront faire une proposition d'implantation alternative à celle proposée sur le plan de l'architecte, sous réserve de respecter les contraintes de programme (4 salles de 18 élèves et 4 salles de 36 élèves), de respecter les contraintes d'accessibilité et de sécurité incendie dont le retrait et espaces libres vis à vis des tiers, tout en restant en 5^è catégorie

1.4 – Prestations complémentaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-4 al.1^o du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la livraison complémentaire de fournitures à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

1.5 – Clauses de réexamen

C/ Révision des prix :

Les prix sont révisibles selon les modalités prévues à l'article 6 du présent cahier des charges administratives particulières (CCAP).

B/ modification du contrat initial

La modification du contrat initial pourra s'effectuer dans les cas suivants :

- Lorsque des services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant (mais le montant des modifications ne peut être supérieur à 50% du montant du marché initial), sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques, notamment parce qu'il entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.
- Lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir (le montant des modifications ne peut être supérieur à 50 % du montant du marché).
- Lorsque les modifications, quelles qu'en soient leur montant, ne sont pas substantielles. Une modification est considérée comme substantielle lorsqu'elle change la nature globale du marché, c'est-à-dire lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services.

2. LA SOUS TRAITANCE

2.1. La sous-traitance

Articles R.2193-3 à R.2193-22 CCP et article 3.6 Sous-traitance CCAG FCS.

L'entreprise peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.



En pratique : Le titulaire doit fournir à l'acheteur le formulaire DC4 rempli et signé accompagné des documents qui attestent des qualifications et moyens techniques et humains du sous-traitant.

2.2. Co-traitant

Au sens du présent document, le titulaire qui se présentera comme groupé sera appelé Co traitant. Le cotraitant sera soit solidaire soit conjoint.

Les dispositions applicables sont prescrites par l'article R.2143.6 du code de la commande publique. Ledit article précise notamment les définitions du groupement conjoint et du groupement solidaire, à savoir :

« Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ».

« Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché ».

3. PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS. Les documents contractuels qui régissent le marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe « décomposition du prix global et forfaitaire »
- Le présent cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/FCS) à l'exception de ses commentaires.
- Le cadre de la valeur technique et le mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance

Le CCAG-FCS est accessible sur le site legifrance.fr. Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION

4.1 Durée du marché

Le présent marché à une durée de validité qui s'entend de la date de notification à la fin des prestations concernées par le présent marché.

4.2 Délais d'exécution

Les délais de livraison sont ceux précisé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement et conformément au planning définitif validé par le maître d'ouvrage.

Il est rappelé que L'ensemble des bâtiments modulaires doivent être opérationnel, **Au plus tard 10 semaines à compter de la date de notification**

4.3 – Prolongation du délai d'exécution

Il est fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

5. LE PRIX

5.1 – Nature et type de prix

Le présent marché est passé à prix global et forfaitaire. Les prestations figurant sur la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire sont rémunérées moyennant le versement d'un prix global et forfaitaire tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

La rémunération du titulaire inclut l'ensemble des prestations nécessaires à son exécution. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à la parfaite exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires ainsi que les éventuels surcoûts liés à la mise en œuvre de mesures de sécurité et/ou d'hygiène renforcées suite aux recommandations et/ou injonctions des autorités compétentes.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent marché conclu en groupement :

→ En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

→ En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

6. REVISION DES PRIX

6.1 – Type de variation des prix

Seuls les prix des loyers liés à la location des modulaires préfabriqués feront l'objet d'une révision annuelle.

6.2 – Mois d'établissement des prix

Conformément à l'article 3.4 de l'acte d'engagement.

6.3– Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est : ILAT (Indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) -Base 100 au 1^{er} trimestre 2010 -Identifiant n°001617112).

6.4– Modalités de révision des prix

La révision des loyers interviendra à la date anniversaire de la date de notification du marché.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont réputés établis à la date de remise des offres, désigné comme le mois (m0), la valeur finale des indices sera **la dernière connue à la date annuelle de révision**.

Pour déterminer le prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après :

$$P = P_0 \left(0.15 + 0.85 \frac{ILAT_m}{ILAT_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé hors TVA

P0 = Prix d'origine à la date de remise des offres hors TVA

ILAT0 et ILATm sont les valeurs prise par l'indice ILAT respectivement au mois m0 et au mois de révision (dernière valeur connue)

Le coefficient de révision obtenu sera arrondi au millième supérieur.

Il appartient au titulaire du marché de faire parvenir 1 mois avant la date d'application de la révision le nouveau prix révisé. Si aucun réexamen n'est effectué dans ce délai, les prix précédents seront contractuellement considérés comme les prix en vigueur pour la nouvelle période.

7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

7.1 Présentation des factures

Les prestations seront rémunérées sur la base du prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le titulaire présentera une facture correspondant au service fait.

Les factures afférentes au marché seront dématérialisées, outre les mentions légales, les indications suivantes devront apparaître :

- le numéro du marché et de chaque avenant éventuel
- l'identification des prestations réalisées
- la date d'exécution
- le nom et l'adresse du créancier
- le prix HT
- le taux et le montant de la T.V.A. éventuellement révisé
- le montant total T.T.C.

L'acheteur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Il est rappelé que le titulaire devra apporter une attention particulière aux modalités de transmission des factures.

7.2. La transmission des factures sur Chorus Pro :

Les factures libellées au nom du service commun des écoles Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis 9 rue Charles Fourier 91000 Evry-Courcouronnes doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr>

Le Titulaire doit disposer des informations suivantes :

- Le numéro du marché
- Le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal. Ces références doivent être identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture sur le portail Chorus Pro est : Services Communs Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis :
180 092 025 00071

Le code service à utiliser est le suivant **SG_EVRY_FACTURES_SERVICE_FINANCIER**



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.
Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

7.3 Service chargé de paiement

Le service chargé du paiement est :

Agence Comptable de l'Institut Mines-Télécom
19 Place Marguerite Perey
91120 PALAISEAU

7.4 Délais de paiement

Article R2192-10 CCP

Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis règle les sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

7.5 Intérêts moratoires

Article L2192-13 CCP

Si Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis dépasse le délai de paiement de 30 jours, le Titulaire a droit au paiement d'intérêts moratoires.

7.6 Avances

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai est supérieur à deux mois.

Sauf refus du titulaire exprimé à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.

Les conditions de l'avance sont stipulées aux articles R.2191.7 et R.2191.8 du code de la commande publique, modifié par décret 2022-1683 du 28 décembre 2022 – art. 1 :

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#), le taux minimal de l'avance est porté à : 30 % pour les marchés publics passés par l'Etat ; l'acheteur peut en conditionner le versement à la constitution d'une garantie à première demande.

PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?

8. BESOINS ET CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

8.1 – Obligation à la charge du titulaire

Se référer au cahier des clauses techniques particulières.

Du fait de l'objet du marché le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au marché. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

8.2 – Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité (Les bâtiments modulaires sont amenés sur le site et déchargés).

8.3 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

8.4 – Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

8.5- Lieu de réalisation

Les prestations seront exécutées sur le campus des écoles d'Institut Mines-Télécom Business School & Télécom SudParis, à savoir au 9, rue Charles Fourier 91011 Evry-Courcouronnes.

- Cf. plan de masse

8.6 - Horaires

Les horaires des écoles : Institut Mines-Télécom Business School & Télécom SudParis en semaine (du lundi au vendredi) sont de 8h00-12h00 – 14h00-17h00

Les prestations seront à réaliser durant cette plage horaire.

8.7 - Vérification et admission des prestations

Articles 27 à 30 du C.C.A.G/FCS approuvé au 30 mars 2021 relatives à la surveillance et à la constatation de l'exécution des prestations sont applicables. La réception définitive interviendra dès que la prestation complète aura été assurée et que les performances et services décrits dans le cahier des charges techniques seront respectés.

En outre, le contrôle de la conformité et de la qualité des prestations sera réalisé conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les vérifications ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies, les spécifications du présent marché et les engagements pris par le candidat dans son mémoire technique selon les dispositions de l'article 28.1 CCAG-FCS.

8.8 - Réception

Suite aux vérifications, les décisions de réception, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G-FCS par l'acheteur.

PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHE

9. PENALITES

Les pénalités sont déduites du paiement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est pas prévu d'exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

9.1 - Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution fixé est dépassé, par le fait du titulaire et non dû à un cas de force majeure, celui-ci encourt, les pénalités de retards suivantes :

- Par jour de retard **500 € HT / jour calendaire par rapport à la date d'achèvement des travaux fixée au planning définitif validé.**

9.2 - Pénalités pour non remise de documents

- Par jour de retard **100 € HT**

9.3 - Pénalités spécifiques

En cas de non-exécution des prestations demandées (contrôle réglementaire, non remise de contrat de sous-traitance, travail dissimulé, ...) et sauf cas de force majeure,

- Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze (15) jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière HT de 1/500^{ème} du montant global du marché concerné par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS.

10. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE

10.1 - Résiliation

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre VII du CCAG/FCS approuvé au 30 mars 2021 visé à l'article 2 du présent CCAP.

Toutefois l'acheteur se réserve également la possibilité de résilier le marché dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire s'avère dans l'impossibilité de fournir tout ou partie des services objet du présent marché.
- Si le titulaire n'est pas conforme à une ou plusieurs des obligations à sa charge en vertu du présent marché ou aux écrits qui lui ont été donnés.
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire

les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

10.2 - Litige

Les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du marché en l'absence d'accord amiable entre les parties, seront portés devant les tribunaux administratifs compétents.

10.3 - Election de domicile

Pour les actes relatifs à l'exécution du marché le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

11. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au respect, par ses collaborateurs, du secret de toute information dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution de sa mission. Il ne pourra transmettre ces informations à des tiers par quelque moyen que ce soit. En cas de non-respect de ces dispositions, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché aux torts exclusifs de la société (sans préavis ni indemnité).

Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis s'engage à ne divulguer par quelque moyen que ce soit aucune information reçue de la société et signalée par elle comme confidentielle.

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues ou inutilisables de son fait.

12. ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

13. LANGUE

Le Titulaire doit produire tous les documents en français.

Si des documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les frais de traduction sont à la charge du Titulaire.

14. LISTE DES PIECES A FOURNIR TOUS LES 12 MOIS

Le titulaire s'engage à fournir tous les 12 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces suivantes :

- Attestation d'assurance
- Attestations sociales et fiscales



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com>

L'acheteur peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FCS

15. DEROGATION

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-FCS
Article 14 – 14.1.2 et 14.1.3	Article 9 : Le CCAP prévoit des pénalités supplémentaires et des modalités d'application différentes.
Article 3.6.3	Article 9.3 : conditions d'application pour pénalités spécifiques

Lu et Accepté

Signature :